

PROCÈS VERBAL

SEANCE DU 22 JUILLET 2025

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	12	12

Date de la convocation : 19.07.2025

L'an deux mil vingt-cinq et le 22 juillet à 19 heures 00,

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni, au nombre minimum prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur François ANTARIEU, Maire.

Présents : MM. ANTARIEU François, LACHEZE Michel, DELORME Vincent, Mmes PONCET Marie-Ange, BERTHIER Catherine, CARRE Meggie (2), MM. PASCAL Gilles (3), BARRET Yohan (4), Mme BARJHOUX Véronique (6), M. TREVISANI Jacky,

Absent(s) excusé(s) : M. TOURNU Stéphane (1), ayant donné pouvoir à M. DELORME Vincent, Mme PIDOUX Florence (5), ayant donné pouvoir à M. TREVISANI Jacky,

Absent(s) : -

Secrétaire de séance : M. BARRET Yohan

Assistait : Mme JANIN Annette, Rédacteur Principal

ORDRE DU JOUR :

- 1 – Approbation du PV de la réunion du Conseil Municipal du 19 juin 2025
- 2 – Urbanisme – Examen des DIA et des Droits de Préférence reçus depuis le dernier Conseil Municipal
- 3 – Revue des Délégations des membres du Conseil Municipal
- 4 – Composition et représentation des communes au sein de la CC Semur
- 5 – Projets – Stade – Espace Santé Sports Loisirs
- 6 – Subventions – Demandes
- 7 – Adhésions Divers Organismes – Institutions - Agences
- 8 – Entretien et Travaux – Devis
- 9 – Délégation au Maire pour la modification des emplois de la commune
- 10 – Informations Diverses portées à la connaissance du Conseil
- 11 – Commissions – autres points
- 12 – Questions Diverses

Monsieur François Antarieu, Maire de Semur-en-Brionnais, ouvre donc la séance du Conseil Municipal en souhaitant la bienvenue aux conseillers présents, constate que le quorum est atteint, dix conseillers en exercice étant présents (art L2121-17 du CGCT), et propose de traiter les points indiqués dans l'Ordre du Jour (ODJ) proposé dans la convocation et rappelés ci-dessus.

Point 1 de l'Ordre du Jour :

D34-2025 / APPROBATION DU PROCES-VERBAL (PV) DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19.06.2025

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des conseillers présents et représentés, décide d'ARRÊTER et d'APPROUVER le Procès-Verbal du Conseil Municipal du 19 juin 2025.

Monsieur le Maire et Madame la Secrétaire de la séance signeront le registre des PV en fin de séance.

URBANISME – EXAMEN DES DIA ET DES DROITS DE PREFERENCE REÇUS DEPUIS LE DERNIER CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'aucune Notification d'un Droit de Préférence n'a été reçue depuis la dernière réunion du Conseil Municipal.

La commune a cependant reçu la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) suivante, sur laquelle le Conseil Municipal est appelé à délibérer.

D35-2025 / URBANISME – DIA PARCELLES AE 232, AE 245 et AE 327

Le Maire fait part de la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) déposée en date du 15 juillet 2025, par Maître Laurence FOURIER-PEGON, Notaire à LA CLAYETTE, reçue complète en mairie le 18 juillet 2025, pour les parcelles AE 232, AE 245 et AE 327 (Secteur La Grand Rue), comprise dans une zone de préemption de la commune.

L'ensemble du dossier, comprenant la description du bien, sa composition, son prix, les conditions, a été communiqué aux Conseillers en date du 21 juillet 2025.

Vu le Code Général des Collectivités locales et notamment les articles L.5211-9 et L.2122-22,
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.210-1, L.211-1 à L.211-7, R.211-1 et suivants, L.213-2-1, R.213-4 à R.213-13 et D.213-13-1 à D.213-13-4,
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de communes du canton de Semur-en-Brionnais approuvé le 10 mars 2020,
Vu la délibération n°2020-071 du Conseil communautaire en date du 09 novembre 2020 instituant le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur l'ensemble des zones U et AU du PLUI de la Communauté de communes approuvé le 10 mars 2020 et déléguant aux communes membres de l'EPCI l'exercice du DPU sur l'ensemble des zones U et AU, à l'exception des zones UX,
Vu la délibération N°D81-2020 du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2020 acceptant la délégation de pouvoir de l'EPCI pour l'exercice du DPU,

Considérant les caractéristiques du bien,

Considérant que ce bien ne correspond pas aux projets en cours ou en cours d'élaboration de la commune qui nécessiteraient d'acquérir tout ou partie de cette propriété,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des conseillers présents et représentés, décide de :

- RENONCER à l'exercice du Droit de Préemption de la commune sur les parcelles concernées (AE 232, AE 245 et AE 327).

Point 3 de l'Ordre du Jour :

D36-2025 / REVUE DES DELEGATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Comme annoncé par Monsieur le Maire, la représentation de la commune par des Délégués dans les différentes commissions, syndicats, collectivités territoriales doit être mise à jour, suite aux démissions de trois conseillers municipaux, intervenues au cours des mois passés.

M. Aurélien Bragard était Délégué Titulaire au SYDESL et Délégué de la commune au sein de la Commission Environnement / Ordures Ménagères de la CC Semur.

M. Jean-François Buisson était Délégué Titulaire au SIEVS et membre du Bureau, Délégué Titulaire au Legs Bouthier de Rochefort, Délégué Titulaire au Syndicat Refuge Fourrière et Délégué de la commune au sein de la Commission Agriculture de la CC Semur.

M. Jean-Louis Chauveau était Délégué de la commune au sein de la Commission Tourisme de la CC Semur.

Monsieur le Maire organise un tour de table pour recueillir les candidatures pour occuper les représentations vacantes.

A l'issue des discussions, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des conseillers présents et représentés, DECIDE de :

- DESIGNER M. Gilles PASCAL Délégué Titulaire au Comité Territorial du SYDESL (aux côtés de M. Michel LACHEZE, Délégué Titulaire et membre du Bureau), en remplacement de M. Aurélien BRAGARD ;
- DESIGNER M. François ANTARIEU Délégué Titulaire et membre du Bureau au SIEVS (aux côtés de M. Gilles PASCAL, Délégué Titulaire), en remplacement de M. Jean-François BUISSON ;
- DESIGNER M. Gilles PASCAL Délégué Titulaire au Legs Bouthier de Rochefort, en remplacement de M. Jean-François BUISSON ;
- DESIGNER Mme Véronique BARJHOUX Déléguée Titulaire au Syndicat Refuge Fourrière (aux côtés de M. Stéphane TOURNU, Délégué Titulaire), en remplacement de M. Jean-François BUISSON ;
- DESIGNER M. Yohan BARRET, Délégué de la commune au sein de la Commission Agriculture de la CC Semur (aux côtés de M. Michel LACHEZE, Délégué de la commune), en remplacement de M. Jean-François BUISSON ;
- DESIGNER Mme Catherine BERTHIER, Déléguée de la commune au sein de la Commission Tourisme de la CC Semur (aux côtés de Mme Véronique BARJHOUX, Déléguée de la commune), en remplacement de M. Jean-Louis CHAUEAU ;
- NE PAS REMPLACER M. Aurélien BRAGARD dans la fonction de Délégué de la commune au sein de la Commission Environnement / Ordures Ménagères ;
- NE PAS REMPLACER les fonctions de Délégué Suppléant vacantes ;

- ENREGISTRER que Mme Marie-Ange PONCET, Adjointe, est Administratrice de l'Office de Tourisme Marcigny-Semur, en sa qualité de Présidente de l'association « Les Vieilles Pierres » ;
- CHARGER Monsieur le Maire et le Secrétariat de la Mairie d'informer les organisations concernées des décisions prises et de leur communiquer les coordonnées des nouveaux Délégués.

Point 4 de l'Ordre du Jour :

D37-2025 / COMPOSITION ET REPRESENTATION DES COMMUNES AU SEIN DE LA CC SEMUR

Dans la perspective des élections municipales et communautaires de 2026, la Préfecture de Saône-et-Loire a transmis une circulaire, en date du 14 avril 2025, visant à préciser les règles de recomposition du prochain organe délibérant des EPCI FP.

Tous les EPCI FP sont concernés. Ainsi pour chaque EPCI FP, un arrêté préfectoral fixant la répartition des sièges entre les communes devra être pris, quand bien même ils conserveraient l'actuelle répartition des sièges. Cet arrêté préfectoral doit être pris d'ici au 31 octobre 2025.

Le Maire précise que la composition d'un conseil communautaire est règlementée avec un nombre de sièges de droit commun, qui peut être augmenté par un accord local. Cet accord doit réunir une majorité du conseil communautaire (soit par la moitié des conseils municipaux regroupant les deux tiers de la population totale de l'EPCI FP, ou bien par les deux tiers des conseils municipaux regroupant la moitié de cette même population totale, cette majorité devant également comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres).

Si un accord local est valablement conclu, un arrêté préfectoral constatera la composition qui en résulte.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-6-1-VII du CGCT, les communes ont jusqu'au 31 août 2025 pour répartir les sièges des conseillers communautaires, au sein de leur EPCI de rattachement, par un accord local.

À défaut d'accord local, ce sont les dispositions de droit commun qui s'appliqueront.

La composition actuelle du Conseil Communautaire (33 sièges - le maximum légal autorisé pour la Communauté de Communes de Semur-en-Brionnais – CC Semur) est issue de l'application d'un accord local, approuvé en 2019, à la majorité qualifiée des communes.

Dans l'objectif d'assurer une bonne transmission des actions et projets de la Communauté de Communes au sein des 14 Conseils Municipaux et, plus globalement auprès des habitants, les communes avaient retenu la composition permettant à un maximum de communes de disposer d'au moins 2 délégués communautaires, et les 5 communes avec un seul délégué titulaire de droit avaient désigné un délégué suppléant, convié à chaque réunion (appelé à siéger, mais sans le droit de voter si le titulaire est présent).

La composition actuelle du Conseil Communautaire de la CC Semur est donc la suivante :

	Nom de la commune	Population municipale	Sièges Droit Commun	Sièges Accord Local (en vigueur)
1	IGUERANDE	1,001	5	6
2	FLEURY-LA-MONTAGNE	722	4	4
3	SEMUR-EN-BRIONNAIS	608	3	4
4	SAINT-CHRISTOPHE-EN-BRIONNAIS	513	3	3
5	SAINT-BONNET-DE-CRAY	508	2	3
6	LIGNY-EN-BRIONNAIS	379	2	2
7	SAINT-JULIEN-DE-JONZY	337	1	2
8	OYE	290	1	2
9	BRIANT	230	1	2
10	MAILLY	147	1	1
11	SAINTE-FOY	143	1	1
12	SAINT-DIDIER-EN-BRIONNAIS	122	1	1
13	VARENNE-L'ARCONCE	111	1	1
14	SARRY	95	1	1
	TOTAL	5,206	27	33

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que le Conseil Communautaire de la CC Semur, réuni le 7 juillet 2025, a émis le vœu de reconduire la répartition actuelle de 33 sièges au sein du Conseil Communautaire issu du prochain renouvellement général des conseils municipaux.

Il est demandé au Conseil Municipal, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, de bien vouloir fixer le nombre et la répartition des sièges du Conseil Communautaire de la communauté de communes de Semur-en-Brionnais.

Un échange s'installe au sein de l'assemblée autour de cette composition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des conseillers présents et représentés, décide de :

- RECONDUIRE la répartition actuelle des 33 sièges au sein du Conseil Communautaire de la CC Semur issu du prochain renouvellement général des conseils municipaux, soit la composition détaillée ci-dessus ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives se rapportant à ce sujet et de porter ce vœu à la connaissance des services de l'État afin qu'il puisse confirmer cette composition.

Point 5 de l'Ordre du Jour :

D38-2025 / PROJETS – STADE – ESPACE SANTE-SPORTS-LOISIRS

Monsieur le Maire fait référence au document communiqué aux Conseillers pour l'aménagement du stade de la commune.

Ce document a été établi par le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) de Saône-et-Loire après plusieurs réunions avec les membres disponibles du Conseil Municipal au cours du premier semestre de l'année en cours.

Le Conseil Municipal a lancé cette étude d'aménagement et de valorisation de ce terrain municipal, à l'occasion de la demande du SPANC de réhabiliter le système d'assainissement, vétuste et peu conforme aux normes actuelles en vigueur.

Dans un premier temps, l'étude préliminaire a donc été menée en collaboration avec les équipes du CAUE 71. À ce stade très préliminaire de réflexion, les équipements pourraient comprendre (1) une aire de camping-cars confortée, (2) une halle d'été couverte et protégée pour des événements publics et privés (sorte de salle des fêtes d'été), (3) un ou des mini-terrains de football, (4) des vestiaires et sanitaires rénovés, (5) des équipements de parcours de santé, (6) un équipement bâti pour abriter des équipements d'observation du ciel (pour mise à disposition au club d'astronomie local). L'aménagement comprendrait également des espaces de rencontre agréables, un aménagement pour le stationnement et un point d'information touristique.

A ce stade du projet, il convient d'engager une étude plus approfondie avec des équipes d'architectes et paysagistes.

Il est proposé au Conseil Municipal d'organiser une consultation pour une étude de faisabilité auprès de 3 à 5 cabinets d'architecture / paysagistes. Le cahier des charges de la consultation devra notamment comprendre une ou des options d'organisation des espaces et des bâtiments, ainsi qu'une approche budgétaire pour une mission de maîtrise d'œuvre. Compte tenu de cette demande, une indemnité forfaitaire pourra être proposée aux cabinets qui ne seront pas retenus.

Pour l'ensemble de ces prestations, indemnités forfaitaires et étude de faisabilité, il est proposé au Conseil Municipal d'ouvrir un Budget de €20.000,00 à prendre sur l'enveloppe budgétaire du Projet N°64 – « Le Stade », tel que voté dans le Budget 2025 de la commune.

Pour le Projet « Le Stade », le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des conseillers présents et représentés, décide de :

- ORGANISER une consultation auprès de 3 à 5 cabinets d'architecture / paysagistes pour une étude de faisabilité du projet ;
- OUVRIR un budget de €20.000,00 pour cette phase d'étude du projet, à prendre sur l'enveloppe budgétaire de l'OP N°64 – Projet « Le Stade », pour couvrir les indemnités forfaitaires et l'étude de faisabilité ;
- PROCEDER, si nécessaire, par Décision Modificative, à la réallocation d'une partie du Budget de l'OP N°64 inscrit en immobilisations corporelles en cours, vers un compte d'immobilisations incorporelles (études) dans la même OP ;
- CHARGER Monsieur le Maire et Monsieur Michel Lachèze, d'engager toutes les actions nécessaires pour exécuter ces décisions, notamment, élaborer le dossier de consultation, sélectionner et solliciter les cabinets susceptibles de répondre à la consultation, fixer le montant de l'indemnité forfaitaire.

Point 6 de l'Ordre du Jour :

SUBVENTIONS – DEMANDES

Monsieur le Maire indique que l'association « Les Martselots » (qui exploite, entre autres, le Magasin des Possibles), a sollicité la Mairie pour une aide potentielle pour quelques investissements et pour l'organisation de la Fête des Possibles, au mois de septembre prochain.

Le Conseil Municipal salue l'engagement de l'équipe et des bénévoles de l'association pour le service rendu, depuis maintenant plus de cinq ans, et pour les nombreuses animations organisées, qui touchent un public plus large que les seuls habitants de la commune.

Le Conseil Municipal est d'accord pour rencontrer l'équipe de l'association pour voir comment la commune peut aider au développement des activités de l'association.

Monsieur le Maire et Madame Marie-Ange Poncet recevront le bureau de l'association début septembre.

Point 7 de l'Ordre du Jour :

ADHESIONS DIVERS ORGANISMES – INSTITUTIONS - AGENCES

Aucune demande n'a été reçue par la commune depuis le dernier Conseil Municipal.

Point 8 de l'Ordre du Jour :

ENTRETIEN ET TRAVAUX - DEVIS

Aucun devis d'entretien ou de travaux requérant une délibération du Conseil Municipal n'a été reçu pour examen.

Point 9 de l'Ordre du Jour :

D39-2025 / PERSONNEL – EMPLOIS ET DELEGATIONS AU MAIRE POUR LA MODIFICATION DES EMPLOIS NON PERMANENTS

Monsieur le Maire rappelle les termes de la discussion ayant mené à la Délibération D29-2025 prise lors du dernier Conseil, en date du 19 juin 2025.

Cette délibération autorise Monsieur le Maire à créer et supprimer des emplois non permanents et procéder aux recrutements correspondants, en CDD, dans la mesure des crédits disponibles.

Ces emplois non permanents ne concernent que les contrats établis dans le cadre de l'article L.332-23 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP), c'est-à-dire des CDD pour faire face à un accroissement temporaire ou bien saisonnier d'activité.

Par essence non permanents, la période et le volume de ces besoins, donc de ces contrats, sont variables.

Monsieur le Maire demande au Conseil de pouvoir être autorisé à modifier les dates de début et de fin, ainsi que le temps hebdomadaire de travail des emplois non permanents de la commune créés dans le cadre de l'article L.332-23 du CGFP.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L.2122-18 et suivants ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique (CGFP), notamment l'article L.332-23 ;

Vu la Délibération D29-2025 du 19 juin 2025 ;

Vu le Budget Communal ;

Considérant le besoin de réactivité pour des recrutements non permanents liés à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité,

Considérant l'évolution des besoins de la commune dans la Filière Technique (agents polyvalents),
Considérant les crédits inscrits au Budget Communal pour les charges de personnel,
Considérant que les emplois créés dans le cadre de l'article L.332-23 du CGFP n'ont pas à figurer dans le Tableau des Emplois et des Effectifs de la collectivité,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des conseillers présents et représentés, décide de :

- CRÉER le cadre d'un emploi non permanent pour accroissement temporaire d'activité au titre de l'article L.332-23-1°, pour une période maximale de 12 mois au cours d'une période de dix-huit mois consécutifs, dans la filière Technique, emploi de catégorie C, en CDD ;
- CRÉER le cadre d'un emploi non permanent pour accroissement saisonnier d'activité au titre de l'article L.332-23-2°, pour une période maximale de 6 mois au cours d'une période de douze mois consécutifs, dans la filière Technique, emploi de catégorie C, en CDD ;
- CONFIRMER l'autorité du Maire pour décider, lorsque le besoin apparaît, des caractéristiques du contrat non permanent mis en œuvre (durée, temps de travail, indice de rémunération), dans la mesure de l'existence de crédits budgétaires et dans les limites du cadre général des emplois créés ;
- CONFIRMER l'autorité du Maire pour procéder au recrutement de ces emplois.

Point 10 de l'Ordre du Jour :

INFORMATIONS DIVERSES PORTEES A LA CONNAISSANCE DU CONSEIL

Il est fait part au Conseil des informations suivantes :

M. Michel Lachèze informe des points suivants (Bâtiments – agents communaux) :

- ✓ Bâtiments – Maison du Chapitre – Appartement du RDC : Une pré-étude / estimation a été réalisée pour aménager le petit appartement du RDC à la maison du Chapitre pour une location en meublé. Un investissement de €11.000,00 serait nécessaire.
- ✓ Bâtiments – Mairie – Climatisation : L'installation d'une climatisation air/air dans le local d'accueil de la mairie (secrétariat / agence postale communale) est prévue. L'échangeur sera installé dans les combles. Le coût devrait être de l'ordre de €2.000,00.
- ✓ Équipement des agents communaux : afin d'améliorer les conditions de travail des agents, un ordinateur portable sera mis à disposition pour faciliter l'accès aux documentations techniques et normatives, aux sites des fournisseurs de produits pour anticiper et passer les commandes, échanger les documents, etc.
- ✓ Contrôle de la Commission Sécurité : la cellule « contrôles – vérifications » du SDIS (les pompiers) a réalisé les contrôles périodiques des bâtiments ERP (Établissements Recevant du Public), notamment la Salle des Fêtes (SDF), en catégorie 4. Des blocs (lumineux) de sécurité doivent être révisés. Ces blocs étant anciens et les pièces de rechange étant hors de prix, à l'initiative des agents, ils seront tous changés pour des technologies LED moins chères et plus performantes.

Monsieur le Maire a initié la demande pour passer la SDF en Catégorie 5 (au lieu de 4).

Monsieur le Maire indique :

- ✓ Extension Assainissement : l'extension du réseau d'assainissement collectif place Saint-Hugues, initiée en 2021/2022, a été engagée en 2 phases. La première phase a été réalisée jusqu'à l'entrée de la poterne. Il reste à engager la deuxième phase, pour les habitations des logements devant l'église et pour la Maison du Chapitre, propriété de la commune. Les extensions de réseaux ne bénéficiant pas d'aides ni de l'Agence de l'Eau, ni du Département, les demandeurs participent au financement des travaux sous forme d'offres de concours (en plus de la taxe de raccordement).
- ✓ Gendarmerie – Raccordement Assainissement : les travaux de réhabilitation du raccordement de la gendarmerie et des logements au réseau d'assainissement collectif, pour la partie privée située dans le domaine public (traversée de la chaussée), a été prise en charge par la CC Semur, dans le cadre du chantier gendarmerie.

Point 11 de l'Ordre du Jour :

CONSEIL MUNICIPAL – COMMISSIONS – AUTRES POINTS

Pas d'autre point à reporter.

Point 12 de l'Ordre du Jour :

QUESTIONS DIVERSES

La parole est donnée aux Conseillers.

Un point est fait sur les différents projets engagés ou à engager pour la commune.

A l'issue de ce Conseil, les études sont donc engagées pour les 2 projets : le « Stade » (aire Santé Sports Loisirs et Halle des fêtes d'été), et la « Maison des Pierres » (étude de faisabilité pour un gîte communal, éventuel).

Ces 2 projets ont leur place dans le programme de l'État « Villages d'Avenir » pour lequel la commune a été sélectionnée.

Il est proposé de diffuser la pré-étude du CAUE sur le « Stade » en annexe au Compte-Rendu de cette réunion du Conseil Municipal.

La création de 2 nouveaux lots de terrains à construire, au-dessus de la Maison des Pierres, doit être engagée (dossier de Permis d'aménager à constituer, consultation d'entreprises pour calculer le budget et estimer le prix de vente, cession demandée d'une bande de terrain, etc).

Les discussions autour d'un projet de réhabilitation de l'accueil des touristes au château, avec la relance du projet de 2010/2012 d'installation d'une structure indépendante dans le donjon, ont démarré. Le processus de développement d'un tel projet (le « Château ») peut être long, nécessitant la consultation et l'accord de nombreuses parties prenantes.

Ce dernier projet, le « Château » a également retenu l'attention des services de la Préfecture et pourrait être qualifié dans le cadre du programme Villages d'Avenir.

A un moment ou un autre se posera le sujet de la réhabilitation de l'École et des différents usages que ce bâtiment de plus de 500m2, peut ou pourra accueillir.

La commune possède de nombreux bâtiments publics qui nécessitent des entretiens lourds : Église, Mairie, Maison du Chapitre, Salle des Fêtes, notamment, qui doivent être anticipés pour l'équilibre des finances de la commune.

Le Conseil Municipal est bien conscient que ces projets et travaux ne peuvent être entrepris sans aide à l'investissement de l'État, de la Région et du Département. Dans un contexte de Finances Publiques contraintes, l'obtention de subventions pourra être plus compliquée.

Sur ces réflexions et échanges, pour des sujets qui prendront toute leur place dans la prochaine mandature, plus rien n'étant à l'Ordre du Jour et les Questions Diverses étant épuisées, la séance est levée à 22h00.

* * * * *

Séance du 22.07.2025
Le Maire : ANTARIEU François
Le Secrétaire de séance : BARRET Yohan